



**PRÉFET  
DE LA  
CHARENTE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Nouvelle - Aquitaine**

**ARRÊTÉ**

**portant mise en demeure de respecter des prescriptions techniques  
Installations classées pour la protection de l'environnement  
SUEZ ORGANIQUE  
Bois des Mesnards, commune de Douzat (Charente)**

Le préfet de la Charente  
Officier de l'ordre national du mérite

**Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 171-11, L. 511-1, L. 514-5 et L. 515-41 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 20 avril 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de compostage soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2780 ;

**Vu** les arrêtés préfectoraux des 11 juillet 2011 et 9 août 2016 régissant l'établissement SUEZ sis à Douzat ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 20 avril 2026 et un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure transmis à l'exploitant par courriel du 15 avril 2026, rapport qui fait suite à la visite d'inspection du 15 avril 2026, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**Vu** les observations de l'exploitant formulées par courriel du 23 avril 2026 sur le projet d'arrêté de mise en demeure transmis dans le cadre de la procédure contradictoire réglementaire ;

**Considérant** que, lors de l'inspection du 15 avril 2026, il a été constaté que l'établissement ne dispose d'aucune ressource en eau pour garantir la défense incendie de l'établissement ;

**Considérant** que cette non-conformité constitue un manquement aux dispositions de l'article 19 de l'arrêté ministériel du 20 avril 2026 susvisé ;

**Considérant** que cette inobservation est susceptible d'entraîner une absence de maîtrise du risque incendie au regard des activités de compostage sujettes à ce type de risque (échauffement des andains en maturation) et au regard de l'implantation du site en pleine forêt ;

**Considérant** que, face à ce manquement et afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, il convient de faire application des dispositions du I de l'article L. 171-8 du même code en mettant en demeure la société SUEZ ORGANIQUE, site de Douzat, de respecter les prescriptions de l'article 19 de l'arrêté du 20 avril 2012 susvisé ;

**Considérant** que dans son retour du 23 avril 2026, l'exploitant sollicite un délai supplémentaire pour se mettre en conformité au plus tard pour la fin du mois d'octobre 2026 ; il est proposé à cet effet, d'accorder l'échéance sollicitée en mentionnant un délai de mise en conformité de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté ;

## ARRÊTE

**Article 1** – La société SUEZ ORGANIQUE, exploitant des installations classées pour la protection de l'environnement sises au lieu-dit « Bois des Mesnards » à Douzat (Charente), est mise en demeure de respecter, **sous un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions de l'article 19 de l'arrêté ministériel du 20 avril 2012 susvisé :

- en mettant à jour l'évaluation du besoin en eau pour la défense incendie de son établissement en ayant recours à la règle D9 dans sa version de juin 2020 ;
- en dotant son établissement des ressources en eau permettant de répondre au besoin évalué précédemment sans toutefois que celui-ci ne soit inférieur à 120 m<sup>3</sup>.

**Article 2** – Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1 ne sont pas satisfaites dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 3** - Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

**Article 4** - Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Charente pendant une durée minimale de deux mois.

**Article 5** - Le préfet de la Charente et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SUEZ ORGANIQUE et dont copie sera transmise à la mairie de Douzat.

L'arrêté est consultable à la préfecture de la Charente ainsi qu'à la mairie de Douzat.

Angoulême